

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule risques accidentels et risques chroniques

Albi, le 09/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/03/2023

Contexte et constats

Publié sur



IDOINE LESCOUT

484 chemin des Vignes
81110 LESCOUT

Références : 81-CRARC-2023-30

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/03/2023 dans du site exploité par IDOINE LESCOUT, implanté 484 chemin des Vignes 81110 LESCOUT. Cette partie « Contexte et constats est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée suite à un incendie survenu le 1^{er} mars 2023. Le feu s'est déclaré vers 4h20 quand une alarme anti-intrusion s'est déclenchée. Un bâtiment d'entrepôt d'outillage et un bâtiment de vestiaire d'une surface totale de 710 m² ont été détruits. Sur les bâtiments attenants (ateliers), la charpente métallique est fragilisée. L'origine du feu n'est pas encore connue à ce jour. Les pompiers ont été prévenus à 5h02 et l'incendie a été circonscrit à 7h54.

Les eaux d'incendie polluées ont été récupérées et confinées en partie dans les débourbeurs et dans un bassin de confinement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IDOINE LESCOUT
- 484 chemin des Vignes 81110 LESCOUT
- Code AIOT dans GUN : 6805999
- Régime : Autorisation

L'installation exploite une unité de stockage, de récupération de déchets métalliques et de métaux ainsi qu'une unité de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- accident
- prévention des pollutions accidentelles

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Réserve incendie	AP Complémentaire du 25/05/2018, article 2	Lettre de suite préfectorale	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Prévention pollutions accidentelles	AP Complémentaire du 26/12/2012, article 2.5.1	Lettre de suite préfectorale	2 mois
4	Mesures d'urgence	Code de l'environnement du 11/06/2009, article L. 512-20	Suspension partielle	Immédiat

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Accident	AP Complémentaire du 26/12/2012, article 10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les enjeux de sécurité importants relevés sur les bâtiments existants nous conduisent à proposer à Monsieur le Préfet de faire application des dispositions de l'article L. 512-20 du code de l'environnement en suspendant immédiatement les activités d'entrepôt d'outillage et manipulation des déchets métalliques dans les bâtiments existants.

Pour les points 'Réserve incendie' et 'Prévention pollutions accidentelles', l'exploitant fera parvenir à l'inspection, sous deux mois, les justificatifs permettant de lever les non-conformités.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Accident

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/12/2012, article 10
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cet établissement qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement. Un compte rendu écrit de tout accident ou incident est conservé sous une forme adaptée. Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des raisons de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident tant que l'inspecteur des installations classées n'en a pas donné son accord et s'il y a lieu après autorisation de l'autorité judiciaire.
Constats : L'incendie s'est produit le 1 ^{er} mars 2023 à 4h20. L'exploitant a déclaré oralement l'incendie à l'inspecteur le 1 ^{er} mars 2023 à 7h54 et a transmis un rapport d'accident à l'inspecteur le 7 mars 2023 avant cette inspection. Aucune modification de l'installation suite à l'incendie n'a eu lieu avant cette inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Réserve incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/05/2018, article 2
<p>Prescription contrôlée : L'article 6.4.2 - matériel de lutte contre l'incendie - des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2012 est complété comme suit:</p> <p><u>6.4.2 - Matériel de lutte contre l'incendie</u></p> <p>L'établissement doit disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au moins :</p> <ul style="list-style-type: none">• 2 appareils d'incendie (bouche ou poteaux d'incendie) d'un diamètre nominal DN 100 ou DN 150. et ayant chacun un débit de 60 m³ / h. Tout point du site est situé à moins de 200 m d'un appareil incendie,• À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³ / h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ».
<p>Constats : L'établissement dispose d'un poteau incendie de 44 m³ / h à moins de 200 mètres de son installation ainsi que d'une réserve d'eau d'incendie de 120 m³. Le poteau incendie a été utilisé pour l'extinction du feu. Les pompiers ont signalé que le dispositif de branchement des tuyaux d'incendie sur la réserve d'eau était mal orienté.</p> <p>L'inspecteur demande à l'exploitant de réorienter sa réserve d'eau, pour disposer d'un dispositif de branchement des tuyaux d'incendie adapté, après concertation avec le SDIS du Tarn, dans un délai de 2 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

Nom du point de contrôle : Prévention pollutions accidentelles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/12/2012, article 2.5.1
Prescription contrôlée : L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols.
Constats : Une partie des eaux d'extinction d'incendie s'est déversée dans le réseau d'assainissement communal au Nord du site, le long de la voie communale d'accès à l'installation. L'autre partie s'est déversée au Sud du site, dans les débourbeurs-déshuileurs avant le bassin de confinement situé en contrebas. Dans les bâtiments sinistrés, plusieurs déchets ont été brûlés dont 6 à 7 tonnes de batteries. Un dispositif de récupération des eaux d'extinction d'incendie devra être aménagé au Nord du site (voir point suivant). L'inspecteur demande à l'exploitant de faire vidanger les débourbeurs et le bassin de confinement et d'extraire les déchets brûlés (sous réserve de la sécurité d'accès et de l'enquête de gendarmerie) pour les évacuer vers des centres de traitement de déchets agréés. L'exploitant transmettra à l'inspecteur les bordereaux de suivi de déchets complétés, dans un délai de 2 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

Nom du point de contrôle : Mesures d'urgence

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11 juin 2009, article L. 512-20
Prescription contrôlée : En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1 , le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre ", soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. " Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente.
Constats : L'incendie a : <ul style="list-style-type: none">• détruit le bâtiment d'entrepôt d'outillages et les bureaux ;• fragilisé la structure de charpente métallique de deux bâtiments encore intacts suite à l'incendie. Ces bâtiments sont destinés à la manipulation de déchets métalliques (trie, stockage d'appoint, etc.). L'inspecteur propose à Monsieur le préfet un arrêté préfectoral de suspension partielle d'activités. Les activités d'entrepôt d'outillage et manipulation des déchets métalliques seraient suspendus pour ces bâtiments existants, jusqu'au réaménagement et à la reconstruction de ces bâtiments avec un dispositif de récupération des eaux d'extinction d'incendie au Nord du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Suspension partielle
Proposition de délais : Immédiatement